Norois

Environnement, aménagement, société

241 | 2016

**Innovation sociale et développement des territoires
dans les campagnes européennes**

Réhabiliter la nature ordinaire, une approche participative

Geneviève Pierre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/6020>

DOI : 10.4000/norois.6020

ISBN : 978-2-7535-5504-4

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2016

Pagination : 105-108

ISBN : 978-2-7535-5483-2

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Geneviève Pierre, « Réhabiliter la nature ordinaire, une approche participative », *Norois* [En ligne], 241 | 2016, mis en ligne le 20 mars 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/norois/6020> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.6020>

COMPTE RENDU BIBLIOGRAPHIQUE

Florent KOHLER, Chloé THIERRY, Guillaume MARCHAND, Philippe LÉNA, 2015, *Réhabiliter la nature ordinaire, une approche participative*, Rennes, PUR, coll. « Essais », 254 p. dont 19 p. d'annexes et un cahier couleur de 24 p.

L'ouvrage restitue le travail de recherche pluridisciplinaire (anthropologie, écologie, géographie) sur les « conditions socio-environnementales pour la réhabilitation de la biodiversité ordinaire » (CLEVERT ; Commissariat général au développement durable), sujet capital mais difficile à diagnostiquer, d'où l'importance de définir une méthodologie appropriée. La biodiversité ordinaire, « celle qui nous entoure » est composée de 80 % des 2 millions d'espèces qui ne sont ni remarquables, ni exploitées et qui ne bénéficient d'aucune protection. Les services écosystémiques qu'elle rend relèvent de multiples interactions ; ainsi, la végétation dépend de la présence de la faune à travers leur herbivorie ou la pollinisation. Une évaluation des gains de productivité liés à l'éradication des compétiteurs des cultures agricoles ou, au contraire, des pertes, par déclin des auxiliaires qui assurent des fonctions-support, est nécessaire. À l'ère de l'anthropocène et de l'accélération des mutations paysagères agricoles et rurales, le déclin des populations animales, voire leur disparition depuis le milieu du xx^e siècle, inquiète. Or, ce constat est récent. Les observations, souvent très ponctuelles, ne peuvent être réalisées que par des scientifiques compétents (peu nombreux) et par la mobilisation large d'amateurs éclairés.

Comment réhabiliter la biodiversité ordinaire ? Tel est le propos central de l'ouvrage. Le réaménagement de corridors écologiques et biologiques, les trames vertes et bleues des documents d'urbanisme,

l'existence d'aires protégées rend l'échelon communal d'étude pertinent, selon les auteurs. L'état environnemental d'une commune résulte en grande partie de dynamiques sociales où se jouent les enjeux, les représentations, les valeurs, les engagements individuels et collectifs, pour la biodiversité ordinaire ; à conditions de départ identiques, les trajectoires locales peuvent diverger nettement. Pour en rendre compte, la démarche méthodologique participative pratiquée en pluridisciplinarité constitue un des aspects les plus intéressants de l'ouvrage. L'écologue établit l'état de la biodiversité rencontrée dans les différents milieux. Par les approches cartographiques des évolutions de l'occupation du sol et de l'usage de l'espace, des lieux à valeur patrimoniale ou des aménagements problématiques, le géographe souligne les enjeux de biodiversité dans différents types de campagnes. L'anthropologue reconstitue les réseaux sociaux présents et passés. La méthodologie participative vise à restituer de façon intelligible, étape par étape, les diagnostics de territoire sur l'évolution de la commune, sur son état environnemental, paysager et sur la biodiversité. Les enquêtes ont été menées entre 2010 et 2013, avec trois visites par an dans trois communes. Tout d'abord, la réalisation des inventaires de biodiversité, par des opérations de comptage menées par des amateurs éclairés, dans leur environnement familial, est empruntée aux protocoles Vigie Nature du Muséum national d'histoire naturelle. Quatre groupes de végétaux et animaux ont été observés en 2011, 2012 et 2013 dans 6 habitats (forêt, haies, zones urbaines, zones agricoles, zones humides et prairies) avec deux points d'observation par habitat. Par ailleurs, l'organisation d'ateliers avec les habitants doit établir comment un collectif humain se structure en communauté grâce à une histoire propre, une mémoire et des pratiques spécifiques. Quatre réunions de restitution ont été organisées par commune ; 30 à 40 personnes, jusqu'à 60 personnes parfois, y ont assisté. L'espace de négociation ainsi créé doit se traduire en politiques publiques visant à se réapproprier collectivement l'espace pour rétablir les connectivités biologiques. La démarche est autant participative que participante, grâce à des moments partagés avec les habitants, comme assister aux fêtes locales, donner des « coups de mains », loger chez l'habitant, avec certaines limites indiquées par les auteurs eux-mêmes, lorsque la

proximité suscite trop d'attentes et nuit à la bonne compréhension de l'enjeu des recherches et de la « posture » du chercheur.

Les perspectives anthropologiques de « trois communes, trois bocages, trois destinées » sont analysées par la reconstitution de l'histoire récente (jusqu'aux remembrements) permettant de cerner les principaux enjeux de biodiversité ordinaire. Les usages locaux de la nature sont confrontés aux perceptions qu'ont les habitants des dynamiques sociales expliquant l'état de la biodiversité. Les études de cas auraient mérité d'être contextualisées à différentes échelles et leur choix davantage explicité : Flagy (Seine-et-Marne) dont le caractère historiquement bocager pose question, Saints-en-Puisaye (Yonne) et La Génomaisie (Vendée). Cependant, ces cas illustrent trois types de campagnes, même si la carte de localisation page 22, très minimaliste, ne permet guère de rendre compte des influences métropolitaines inégales. Pour saisir le contexte de périurbanisation et de mutations agricoles, une lecture attentive s'impose : Flagy, commune périurbaine proche de Montereau, anciennement en ceinture maraîchère parisienne, ne compte plus que 3 sièges d'exploitation. À La Génomaisie, commune à forte dynamique de périurbanisation en proximité de La Roche-sur-Yon (Vendée) – 30 % de la population de la commune est installée depuis moins de quatre ans –, la concentration agricole n'a laissé subsister que neuf exploitations intensives laitières sur 1 000 ha. Saints-en-Puisaye (Yonne), commune rurale éloignée des dynamiques de périurbanisation, se distingue par sa surface agricole (1 800 ha) ; le poids des exploitations biologiques (40 %) la distingue, ainsi que l'arrivée de néoruraux, dans une commune agricole vieillissante, à forte proportion de « natifs ». La polyculture-élevage s'y est bien maintenue et la diversité des productions alimente des circuits courts alimentaires. L'originalité de cette commune marquée par un héritage historique contestataire, par des replantations bocagères dans les années 1990, par le poids de l'agriculture bio relève sans surprise, d'une trajectoire bien spécifique ; le lecteur n'est pas étonné d'y constater une certaine sensibilité paysagère, même si celle-ci s'avère être « en trompe l'œil ». Ces remarques n'enlèvent rien à l'intérêt des études de cas pour analyser la prise en compte, par les populations locales, des enjeux de la biodiversité ordinaire. Les témoignages

d'acteurs illustrent le vécu des mutations agricoles et rurales dues à la modernisation agricole et à ses effets depuis les années 1950 et, plus récemment, l'artificialisation des sols due à la périurbanisation. La troisième partie confronte la manière dont les habitants se représentent la nature et l'état environnemental de leur commune, établissant une liste d'enjeux (conservation des paysages, chasse et cueillette, loisirs) et permettant d'envisager des stratégies locales, entre mise en réserve, restauration, réconciliation, reconnexion. Les représentations de la « nature ordinaire » par les agriculteurs divergent nettement de celles des autres habitants ; leur vision d'une nature sous contrôle bien plus utilitariste et moins esthétisante les conduit à minimiser l'espace nécessaire à la biodiversité ordinaire, par peur que cela empiète sur leur surface agricole. Par les méthodes figuratives (photographies, cartographie), un miroir des impacts environnementaux des mutations paysagères récentes est tendu aux habitants. Le « sentiment des lieux » est appréhendé par 50 cartes mentales. La superposition entre les usages réels de l'espace et la cartographie des corridors biologiques plaide pour une politique alliant préservation de la biodiversité ordinaire et aménagements humains. Les préconisations sur les restaurations des continuités écologiques et biologiques ont été construites avec les habitants lors de séances de restitution et sont présentées dans le cahier central de 24 pages. L'iconographie de très grand intérêt porte également sur l'évolution des usages du sol et du maillage bocager depuis les années 1950, sur les paramètres explicatifs d'évolution temporelle des paysages agricoles et ruraux. La schématisation de quelques cartes mentales, les cartes de synthèse du continuum écologique dans chaque commune ou d'usages des espaces constituent un apport utile à la compréhension des enjeux de l'étude.

La conclusion a le mérite de dresser un bilan en quelques points essentiels auxquels il est difficile de ne pas souscrire : nécessité d'envisager la biodiversité ordinaire en établissant un bilan écologique complet préalable ; l'attrait des communes dépend aussi de qualité environnementale et paysagère qu'elles proposent et cela implique la biodiversité ordinaire ; constat d'une forme d'homogénéisation des représentations au sujet de la nature et de la biodiversité ordinaire entre anciens et nouveaux habitants, après quelques années ; les conflits d'usage sont

d'avantage des conflits entre agriculteurs et autres habitants que des conflits entre anciens et nouveaux habitants, ce qui tend à rejoindre la proposition précédente ; importante définir des projets communs pour dépasser ses conflits (action publique locale) ; représentation et définition différente de la nature selon le profil des habitants, même si les valeurs écologiques semblent généralement reléguées au second plan ; les habitants semblent prêts à déléguer aux municipalités la protection de la nature sauf si cela empiète sur leur jardin ; l'opinion majoritaire veut que les décisions environnementales soient prises au niveau de la commune dans le rejet du monde des politiques et des experts ; il semble aussi intéressant d'attribuer aux communes davantage de clés de décision pour l'environnement. Les auteurs concluent à l'intérêt de propositions construites dans un va-et-vient entre scientifiques et population, permettant une prise de conscience progressive « qu'on ne peut protéger ce qu'on a détruit ». Cela plaide in fine pour une approche anthropologique mettant en avant les sociétés locales, les modes de transmission du savoir et l'héritage des conflits intergroupes. Saisir les logiques sociales à l'œuvre dans la protection ou la destruction de la biodiversité semble être indispensable à l'application de politiques publiques pérennes. Selon les auteurs, il est difficile de s'affranchir d'une connaissance fine des contextes locaux et des représentations locales, variables d'une commune à l'autre (p. 200) : « Ainsi, les habitants de la Flagey privilégient une vision patrimoniale de la nature, favorisée par les multiples sites classés. À La Génétouze, la dimension "confort et bien-être" prédomine. Les habitants de Saints-en-Puisaye sont davantage connectés à la nature pour des raisons écologiques. »

Cet ouvrage s'avère particulièrement utile par la démarche méthodologie pratiquée dans des études de cas à l'échelle communale et dont le but est d'aboutir à un diagnostic partagé de l'état de la nature ordinaire, afin de construire une politique garantissant une appropriation durable de ces enjeux par les habitants. Cette démarche peut intéresser autant les scientifiques, sur les méthodologies pratiquées à l'interface sciences sociales/écologie, que les spécialistes du développement local et les agents de terrain, voire les élus locaux, les responsables d'associations environnementales et de développement rural et agricole. Du reste, les auteurs

eux-mêmes avancent vouloir présenter une méthodologie reproductible. Techniquement, elle semble l'être à la réserve près que ce travail, autant participatif que participant, exige un accueil local et des publics motivés, qu'il s'agisse d'élus locaux en pointe ou de collectifs associatifs. En dehors des caractéristiques descriptives déjà évoquées, il manque à la méthodologie une phase d'explicitation du choix des communes : quelle part revient à la bonne volonté, immédiatement perceptible localement, de se prêter à cette réflexion et est-il alors possible, souhaitable et nécessaire, d'appliquer plus largement la méthodologie à davantage de communes françaises et dans quelles conditions ? Ces remarques n'enlèvent rien à l'intérêt de ces études de cas communales qui ne peuvent qu'inspirer d'autres démarches, dans une réflexion de développement local soucieuse des enjeux de biodiversité ordinaire. L'intérêt d'études de cas à l'échelle très locale est indéniable et clairement expliqué, voire revendiqué par les auteurs ; cela permet en effet de s'affranchir d'une approche par filière et par « type d'acteurs » qui aurait tendance à cibler les agriculteurs, pour privilégier une lecture transversale et localisée des enjeux de biodiversité, arbitrés et négociés localement. Toutefois, le lecteur regrette que l'horizon d'analyse semble se limiter un peu trop à la commune ; en effet, les enjeux de nature, de biodiversité, de corridors éco-

logiques, de trames vertes et bleus se jouent politiquement à d'autres échelles, pour des communes inscrites dans des schémas de cohérence territoriale et des PLU appelés à devenir intercommunaux, pour ne citer que ces exemples. Bien que les auteurs n'ignorent pas les imbrications d'échelle de politiques publiques et d'actions dont les enjeux de protection de la biodiversité ordinaire procèdent (les GIEE de la loi d'avenir de l'agriculture de 2014, le réseau Natura 2000 ou le réseau paneuropéen des corridors biologiques sont évoqués), pourquoi ne pas préciser que la commune peut être vue comme le lieu d'application territorialisée de différents niveaux de dispositifs, qu'ils relèvent de la politique agricole ou d'autres dispositifs de protection de l'environnement ? Malgré cette dernière remarque, retenons tout l'intérêt que présente cet ouvrage sur les enjeux des campagnes dans un monde urbanisé, sur leur diversité, sur les représentations de leur multifonctionnalité liées à la nature, à leur biodiversité. Il montre la capacité de certaines communes rurales de s'affranchir des modèles dominants d'artificialisation des sols, de productivisme agricole et de « rationalisation parcellaire » pour construire des alternatives qui les singularisent.

Geneviève PIERRE
Université d'Orléans-CEDETE